

EDITORIAL



Aujourd'hui, pour l'Impact Journalism Day, 50 journaux unissent leurs forces pour mettre en avant des histoires qui changent le monde.

Au-delà du flot ininterrompu de mauvaises nouvelles vivent de nombreuses histoires d'espoir. Des récits de solutions concrètes. Des témoignages d'acteurs du changement, qui prennent à bras le corps certains des problèmes les plus urgents dans le monde pour améliorer, grâce à leurs idées innovantes, le sort de millions de personnes. Des histoires qui méritent d'être lues et partagées, pour non seulement rééquilibrer notre vision du monde, mais également inciter à répliquer les solutions existantes ailleurs sur la planète.

Les médias peuvent jouer un rôle crucial en racontant ces histoires individuelles qui tissent un mouvement mondial. C'est pourquoi Sparknews invite depuis cinq ans des journaux à participer à l'Impact Journalism Day et à s'emparer du pouvoir du journalisme collaboratif pour faire émerger ces histoires de changement. Chaque année, ces journaux explorent toute une palette de solutions novatrices et les publient le même jour dans un supplément spécial. En cumulant les suppléments papiers et les sections digitales ils touchent ainsi 120 millions de personnes. Conscientes de l'impact de ces articles, plusieurs publications intègrent désormais à leur couverture mondiale quotidienne des histoires riches en solutions.

Pour la cinquième édition de l'Impact Journalism Day, les médias sont rejoints par des organisations qui pensent, elles aussi, que ces histoires peuvent amorcer le changement. Parmi elles, l'Organisation des Nations unies (ONU) ainsi que One Young World, qui réunit chaque année 1 500 jeunes leaders du domaine social et du monde de l'entreprise impliqués dans des initiatives d'innovation positive. Une vaste communauté de personnalités et de citoyens ordinaires ont également joint leur voix et signé un manifeste pour affirmer que chacun – gouvernements, secteur privé, société civile, ONG et anonymes – peut intervenir pour façonner un avenir meilleur. Vous aussi pouvez prendre part à cet élan de transformation.

Découvrez ceux qui ont réussi à apporter des réponses à des enjeux tels que l'accès à la santé, l'accès à l'eau, la qualité de l'éducation, des conditions de travail décentes et l'énergie propre. Chacun illustre concrètement le pouvoir d'initiatives individuelles ou collectives contribuant à se rapprocher des nouveaux Objectifs de Développement Durable de l'ONU : éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir prospérité et santé pour tous.

Nous espérons que vous aimerez découvrir ces histoires... et deviendrez vous-même une partie de la solution. Signez le manifeste (<http://sharestoriesofchange.org>) et partagez les récits qui vous impressionnent le plus sur Facebook et Twitter (#ImpactJournalism, #StoryOfChange, @Sparknews, @YourNewspaper).

Christian de Boisredon,
fondateur de Sparknews et Ashoka Fellow
& toute l'équipe de Sparknews

L'Impact Journalism Day célèbre sa 5^{ème} année de mobilisation des rédactions au journalisme de solutions. En effet 50 médias, dans plus de 40 pays, publieront, ce 24 juin, 60 initiatives positives qui répondent aux enjeux de notre monde. Chaque article sélectionné est une histoire exemplaire et inspirante, qui mérite d'être connue du plus grand nombre. Ce sont des réponses concrètes aux préoccupations actuelles

de nos sociétés : éducation, emploi, santé, alimentation durable, accès à l'énergie etc. De USA Today à El País en Espagne, Asahi Shimbun au Japon, en passant par le Courrier de Russie, le Figaro en France ou Le Soleil au Sénégal, plus de 50 médias font désormais partie de l'alliance pour montrer à leurs lecteurs un monde plus positif. Nous publions dans ce supplément quelques articles parmi la soixantaine qui a été proposée.

COLLECTE ET RECYCLAGE DES DECHETS PLASTIQUES AU SENEGAL

Des femmes à la base d'une révolution

En 1997, 14 femmes encadrées par une ONG italienne ouvrent un centre de traitement des déchets plastiques à Thiès, à 70 km à l'Est de Dakar. 12 ans plus tard, le projet se structure à travers la création de l'entreprise sociale Proplast, en partenariat avec le cabinet de conseil français ESPERE. Aujourd'hui, plus d'une centaine de femmes travaillent sur cette plateforme et 1500 tonnes de déchets sont traités chaque année.

Par Idrissa Sané pour Le Soleil (Sénégal)

La benne d'un camion rempli de ballots de déchets est collée à la grande porte de la société Proplast, au quartier Silmang de Thiès, à l'Est de Dakar. A l'intérieur de celui-ci, le jour de notre visite, des monticules de déchets emballés encombrant le quai de débarquement. Entre 5 et 6 tonnes de déchets environ sont débarquées chaque jour sur cette plateforme. « Nous recevons des déchets en vrac ou triés. Nous avons du Polyéthylène Haute Densité (PE-HD), le Polyéthylène Basse Densité (PE-BD) et le Polypropylène (PP) », détaille le chargé du personnel, Papa Samba Bâ. A l'atelier de tri, des femmes prélèvent des morceaux de sceaux, de bidons, de bouteilles... Elles les observent et les jettent dans des bassines en fonction de leur intensité et de leur couleur. Le visage mince, la voix rauque, Fatou Bâ Faye a déjà passé 3 ans sur cette unité de traitement. « Nous gagnons notre vie dignement grâce à ce travail », nous souffle-t-elle. Plus d'une centaine de femmes temporaires et permanentes gagnent leur vie sur cette plateforme. Parmi elles, certaines ont tourné le dos aux maraîchages ou au petit commerce pour investir le créneau. « Actuellement les salaires sont de loin meilleurs que lorsque nous démarrions en 1997 », dévoile l'actuelle directrice adjointe, Germaine Faye. Elle fait partie des 14 pionnières du recyclage des déchets plastiques à Thiès.

Aujourd'hui, le secteur est devenu un terrain fertile des emplois indirects au Sénégal. La plateforme tourne jusqu'à 21 heures. Contrairement à l'atelier de tri, dans l'atelier de broyage, des machines ronronnent. Des hommes au nez couvert d'un masque blanc vident des sacs dans des réservoirs d'un des trois broyeurs. Il s'ensuit des claquements et au bout d'un



Les femmes travaillant dans l'un des centres Proplast. (Crédit: Le Soleil)

entonnoir des matières de dimensions réduites sont récupérées. Après le broyage, c'est le lavage. Entre les ateliers les granulés de couleurs blanchâtre et bleue sont exposés sur des toiles entre les ateliers.

Au bout de la chaîne se trouve le dernier atelier de tamisage. Des femmes et des hommes courbés sur les tamiseuses en forme de demi-cylindre extraient des derniers corps étrangers des granulés répandus sur les tamiseuses.

RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DES GAZ À EFFET DE SERRE

« C'est la dernière étape du recyclage. Nous avons des granulés. Nous les écoulons au Sénégal et parfois en Europe », renseigne Mamadou Faye, le chargé de la production. Ces plastiques sont de moins en moins incinérées dans des décharges, dans des quartiers et y compris au sein des entreprises grâce au marché créé par Proplast qui a permis d'éviter l'émission de 273 tonnes de CO2 en 2008. C'est une contribution locale à l'effort global de lutte contre le changement climatique. « En 2008, lorsque nous avons fait notre bilan carbone, nous avons 273 tonnes d'équivalent de CO2 évitées. Nous avons présenté un dossier pour la compensation. Et nous avons vendu ces tonnes d'émissions évitées au cabinet français Espere » a révélé Macoumba Diagne.

L'unité fournit de la matière aux usines de transformation implantées au Sénégal et parfois aux entreprises étrangères. Les ventes fluctuent en fonction de la demande des clients. « La quantité de matière recyclée revendue dépend de la demande tantôt elle augmente tantôt elle diminue. Mais

il nous arrive que des clients fassent une demande d'une matière que nous ne parvenons pas à satisfaire en l'espace d'un mois car il peut arriver que nous n'ayons pas des matières brutes demandées par l'entreprise », explique la directrice commerciale, Maguette Samb.

LES DÉCHETS DISPARAISSENT DU DÉCOR

De l'entrée de la ville de Thiès, à son centre-ville, jusqu'au quartier Silmang où l'unité est implantée, des recycleurs font fortune dans la collecte des déchets plastiques dont la tonne s'échange à 100.000 francs Cfa (environ 150 euros). « Nous sommes conscients que nous avons contribué à la lutte contre le péril plastique au Sénégal », affirme fièrement le directeur technique qui accompagne les femmes depuis 1997. En amont de la chaîne, la filière s'organise. A certains coins de rue de Dakar, des kiosques de vente des déchets sont ouverts. C'est la phase expérimentale. L'extension est programmée dans un avenir proche. Ces kiosques seront des points de rachat des déchets plastiques et de vente des produits finis fabriqués avec les des déchets plastiques recyclés. « Nous sommes en train d'installer des kiosques « récuplast » pour collecter et distribuer des poubelles, des corbeilles, des tables de jardin, des fosses septiques fabriquées avec la matière plastique recyclée », a révélé Macoumba Diagne de la société Proplast qui projette d'investir 300 millions de francs Cfa pour racheter 300 tonnes de déchets chaque année dans le cadre de la campagne zéro déchets plastiques au Sénégal.

IMPACT Journalism Day by Sparknews

i HASHT E SUBH **El Watan** LA NACION AZERNEWS DELO The Daily Star L'ÉCONOMISTE DU FASO
10VOR10-SRF LE SOIR **Le Messenger** EL TIEMPO **POLITIKEN** KOMPAS **RESPEKT** L'ÉCONOMISTE
AI Masry Al Youm **LE FIGARO** Mon Quotidien El Heraldo Fraternité Matin **l'actu** THE IRISH TIMES
L'Orient **LE JOUR** **l'express** **EL PAIS** THE NATION FOLHA DE S.PAULO The Asahi Shimbun
T24 DONG-A-ILBO **RZECZPOSPOLITA** Kommersant **THE STRAITS TIMES** **le soleil** **AJ+ 24 heures**
Le Courrier de Russie THE PHILIPPINE STAR **City PRESS** Tages-Anzeiger **la Regione** **KHAO SOD** **USA Today**
THE HINDU **Tribune de Genève** The China Post HAARETZ **La Presse** EGYPT INDEPENDENT
Les Échos du Nord Positive.News **Daily Monitor** H KAΘMEPINH **CORRIERE INNOVAZIONE** **JEUNE AFRIQUE**

Une Ong singapourienne lutte contre la cécité en Indonésie

Par Arlina Arshad, correspondante en Indonésie pour The Straits Times

GRESIK (Java oriental) - Kasnan Wonidin, un cultivateur indonésien de 48 ans, s'est dit que sa vie était finie lorsque, l'an dernier, une cataracte commença à diminuer sa vue.

Dans le village d'agriculteurs où il réside, dans le kabupaten de Gresik en Java oriental, il a dû abandonner non seulement son travail, mais également son passe-temps préféré : attraper des crabes et nourrir ses chèvres.

« Je ne pouvais plus faire de moto et je dépendais des autres pour sortir. Tout était flou, je ne pouvais même plus regarder la télévision », a-t-il dit au Straits Times.

A cinq millions de rupiah (roupies indonésiennes), l'opération de chirurgie corrective est au-delà de ses moyens. Comme des millions de personnes aux revenus modestes qui sont atteintes de cataracte dans ce pays de presque 260 millions d'habitants, il se préparait à devenir aveugle.

« J'étais si triste. Où un fermier pauvre comme moi pourrait-il trouver cet argent ? », regrette-t-il.

L'Indonésie a l'un des taux de cécité les plus élevés au monde. Dans plus de 50 % des cas, la cataracte en est à l'origine, selon le site web du Ministère de la santé.

L'accès aux soins de santé est limité, notamment dans les zones rurales. Les ophtalmologistes sont si peu nombreux que seuls 180 000

des 250 000 Indonésiens nécessitant une opération de la cataracte chaque année peuvent être opérés, estime la même source.

Les soucis de Kasnan Wonidin prennent fin en mai l'an dernier, lorsque l'ONG singapourienne A New Vision l'opère gratuitement de la cataracte. Cet acte chirurgical rapide – inciser le cristallin pour remplacer la partie opaque par un implant intraoculaire limpide – coûte moins de 65 euros par œil à l'organisation.

Ce procédé est le moins onéreux des trois techniques habituellement utilisées par les chirurgiens partout dans le monde, mais peu de chirurgiens locaux y sont formés.

« La blessure est minime et ne nécessite pas points de suture, elle cicatrise donc plus vite et risque moins de s'infecter. La qualité du résultat est comparable à celle obtenue avec les techniques les plus sophistiquées, mais revient à une fraction de leur coût », explique l'un des cofondateurs de l'organisation, le docteur Sanduk Ruit. Ce chirurgien ophtalmologue népalais de 62 ans qui travaille dans l'humanitaire a également fondé l'Institut Tilganga d'ophtalmologie de Katmandu, dont il est le directeur médical. Depuis sa création en 2010 par quatre amis qui voulaient « faire quelque chose de bien pour les moins fortunés », A New Vision a effectué près de 20 000 opérations au bénéfice de villageois pauvres de Java et Sumatra. Les autres cofondateurs sont Effi Jono, une



Maslia Lubis, âgée de 15 ans, aveugle de cataracte depuis trois ans. Elle voit à nouveau. (Crédit: Lee Siew Yan)

comptable indonésienne de 48 ans, Tan Ching Koon, un entrepreneur et philanthrope singapourien, et le docteur Indra Wahidin, un assistant social indonésien.

Après avoir attiré 600 patients à leur premier événement de sensibilisation chirurgical de masse sur la chirurgie il y a sept ans à Medan, la capitale du nord de Sumatra, ils ont su que le mouvement était lancé.

« Nous n'avions jamais vu autant d'aveugles au même moment au même endroit. Certains patients souffraient de cécité depuis plus de dix ans », se souvient Effi Jono.

« Le taux de cécité en Indonésie est aussi grave que celui du Népal il y a 20 ans », s'est alors dit, atterré, le docteur Ruit. « Maintenant que nous avons allumé la mèche, il faut continuer sur notre lancée ! ».

Depuis lors, A New Vision a mené 20 campagnes de grande ampleur, attirant chaque fois de 600 à 3 000 patients. Les bénévoles de l'ONG se coordonnent avec les travailleurs de santé et les fonctionnaires locaux pour identifier les personnes présentant des symptômes de cataracte et les véhiculer de leur village aux hôpitaux.

L'organisation a besoin d'environ 32 000 euros pour traiter 500 patients. Les fonds affluent d'entreprises multinationales, de fondations et de donateurs particuliers. Pour le moment, A New Vision se concentre sur Java et Sumatra, où « nous n'en sommes qu'aux débuts », estime Effi Jono.

L'organisation envoie également des médecins et infirmiers locaux en formation au Népal, pour se perfectionner dans certaines opérations ophtalmologiques pointues et dans les soins post-opératoires. Enfin, elle lève des fonds pour construire un centre ophtalmique communautaire de qualité, mais abordable, en Indonésie.

A New Vision compte parmi ses principaux appuis le docteur Teguh Filbert Metaputra, 35 ans, chirurgien bénévole. De son côté, il opérait déjà gratuitement les pauvres de Gresik atteint de cataracte.

Sa propre mère était devenue aveugle d'un œil car sa famille n'avait pas eu les moyens de payer l'opération de la rétine. « Le faire bénévolement est donc pour moi une vocation », explique-t-il. « Je veux juste aider et il n'y a rien à per-

dre. La cataracte se répare d'un geste chirurgical simple », ajoute-t-il.

Les patients sont reconnaissants du temps et des compétences que les médecins leur consacrent, et qui changent entièrement leur vie. Plusieurs de ceux qui ont retrouvé la vue veulent donner en retour.

Depuis son opération réussie en 2013, Slamet, vendeur de fruit, fait du porte-à-porte à la recherche de nouveaux patients dans sa localité de l'est de Java. En avril, à 3 heures du matin, il a embarqué 27 voisins aveugles à bord d'un bus pour qu'ils aillent se faire opérer.

« Je connais la joie de voir de nouveau et je veux aider les autres à y voir à leur tour. Je n'ai pas d'argent mais j'ai l'énergie et l'enthousiasme nécessaires pour les accompagner », dit-il.

Pour beaucoup de personnes souffrant de la cataracte, le don de la vue va bien au-delà de la vision : il est synonyme de liberté et d'indépendance.

Kasnan Wonidin était effrayé à l'idée d'une opération, mais a pris le risque. Etendu sur la table d'opération, il a serré les poings et crispé les mâchoires pour se contrôler tandis que le docteur Teguh incisait le cristallin.

« En fait, c'est indolore », a-t-il reconnu après coup. « Un œil est fait, reste l'autre », ajoute-t-il en montrant le pansement couvrant son œil gauche. « J'ai toujours peur mais devenir aveugle est bien plus effrayant encore ! ».

Un arbre indien face au changement climatique au Maghreb

Afin de lutter contre la pénurie d'eau et la désertification, le projet Acacias for All sensibilise les agriculteurs à de nouvelles techniques, respectueuses des sols et sources de revenus, comme la culture du moringa, un acacia venu d'Asie.

Par Mohamed Salem Kechiche, La Presse

« A la base, la terre était détériorée. Il n'y avait pas d'arbustes. Le sol s'était appauvri à cause des pratiques de l'agriculture conventionnelle », confie Hosn El Oujoud Tbarski, responsable de la communication chez Acacias for all. Bien que l'acacia moringa ne soit pas officiellement homologué en Tunisie, cette entreprise est en train de changer le paysage agricole du Maghreb grâce à cet arbre aux vertus magiques. Très peu gourmand en eau, l'arbre donne des feuilles, qui une fois réduites en poudre, se vendent à prix d'or sur le marché européen, une chance de répondre à la fois à la pauvreté et à la pénurie d'eau de la sous-région.

Sarah Toumi est à l'origine du projet. Petite fille d'agriculteur, elle constate que la Tunisie tombe dans un cercle vicieux. Alors que le pays est confronté au changement climatique et à des périodes de sécheresse toujours plus fréquentes, le choix des cultures tunisiennes n'a pas changé et les espèces cultivées restent extrêmement consommatrices en eau. Du côté des agriculteurs, elle constate une passivité face aux événements. Pour Sarah, la situation est grave, d'autant plus que la désertification ronge peu à peu leurs cultures.

Tout commence sur les terres de son grand-père, dans la région agricole de Hencha, au nord de Sfax. Comme souvent dans le pays, l'eau manque depuis plusieurs années. « Dans ce contexte climatique aride, les gens ne s'adaptent pas ! », s'agace Sarah. Alors pour avancer, elle fait elle-même ses premières expériences dans un champ d'oliviers cinquantenaires. Elle plante de l'acacia naturel, et plus précisément l'acacia moringa.

RESTAURER L'ÉCOSYSTÈME, CRÉER DES REVENUS

Peu connu des Tunisiens, cet arbre venu du sous-continent indien possède des propriétés parfaitement adaptées au milieu aride. Grâce à ses racines profondes, le moringa puise l'eau à 60 mètres sous terre, offrant le double avantage de limiter l'irrigation et de créer une barrière naturelle contre l'érosion. Il protège le sol de sa canopée et permet de l'humidifier en fixant l'azote, une aubaine quand il s'agit de redonner vie à des sols devenus arides ou détériorés. L'idée de Sarah est donc simple : implanter l'acacia dans les cultures du pays et changer les habitudes des agriculteurs.

Le projet pilote contre la désertification est lancé en 2012, dans le village de Bir-Salah, près d'El Hencha. Soutenue par les jeunes de



Un champ cultivé par Acacias For All. (Crédit: La Presse)

Ashoka Venture, Sarah Toumi met en place un centre de démonstration avec sa pépinière que son équipe utilise pour des "pratiques agricoles durables". Quatorze régions sont concernées par cette campagne de reforestation, principalement dans le sud tunisien, à Gabès ou El Omrane. Hosn El Oujoud Tbarski, responsable communication affirme que l'entreprise s'appuie sur « des ambassadeurs constitués en coopératives qui assurent le boulot », avant d'ajouter : « notre organisation s'engage à racheter par la suite la production constituée souvent de produits dérivés tels que la tisane, le miel, la poudre de feuilles... ».

Pour bouleverser les pratiques de production des agriculteurs, Sarah commence à travailler avec les agriculteurs ruraux, souvent des

femmes du village de Bir-Salah. Les femmes sont pour la plupart propriétaires de petites parcelles de terre et n'ont accès ni à l'information scientifique, ni aux marchés potentiels, pour autant, Sarah constate qu'elles sont plus réceptives au changement et à l'innovation. Alors quand elle leur propose sa solution, rares sont celles qui refusent. Elles voient très vite dans la réinsertion de l'acacia une source importante de revenu. En effet, l'association de Sarah Toumi apporte les graines et quand l'arbre est assez grand, des femmes volontaires coupent les branches, sèchent les feuilles et les réduisent en poudre, en grande partie destinée au marché européen. Riche en vitamines et minéraux, cette poudre est transformée en complément alimentaire, en miel ou en tisane.

Tout cela se fait chez les femmes, sur leurs terres, dans le cadre d'une "coopérative" qui exige de chaque femme le paiement d'une somme modique mais qui lui offre la possibilité de commercialiser sa production et de s'initier aux techniques des affaires.

LE MAGHREB COMME HORIZON

Depuis, le projet a fait ses preuves et 50 000 arbres ont déjà été plantés. Désormais, l'ambition de Sarah est de planter un million d'arbres à l'horizon 2018 et d'étendre ses activités à travers le Maghreb. Car que ce soit en Algérie ou au Maroc, les problématiques sont les mêmes qu'en Tunisie. On retrouve ainsi une forte proportion de la population employée par le secteur agricole (40 % au Maroc, 11 % en Algérie et 16 % en Tunisie) tandis que les terres arables se font de plus en plus rares. Dans ces zones semi-arides, les cultures pratiquées restent encore l'olivier et l'amandier, deux espèces très gourmandes en eau alors que la région fait face à la même raréfaction des ressources aquifères. Mais Sarah le sait, reproduire la formule des coopératives dans tout le Maghreb est une étape ambitieuse. Pour porter son projet sur les trois pays, elle devra trouver des relais sur lesquels s'appuyer. Sans doute, la jeune Tunisienne nourrit l'espoir que son parcours suscitera des vocations, et que d'autres femmes se sentiront la force de bousculer des pratiques agricoles si profondément ancrées.

Un sacré flair pour les problèmes

Des rats géants détecteurs de mines sauvent des vies et restaurent les moyens de subsistance en Afrique et Asie du Sud-Est.

Par Lauren Crothers pour Sparknews

Province de Siem Reap, Cambodge. Merry dort peu la nuit. Malgré tout, elle se lève souvent avant le lever du soleil pour être conduite à son travail avec 11 de ses collègues. A l'œuvre dès les premières heures du jour, ils somnolent et boivent de l'eau entre deux séances. La mission de Merry, détecter les mines et autres restes explosifs de guerre (REG) enfouis dans le sol, nécessite une concentration sans faille. Peser un kilo est un atout : légère, elle ne déclenche pas les détonateurs.

Originaire d'Afrique, Merry est un cricétome des savanes, aussi appelé rat de Gambie ou rat géant. Ce rongeur docile et extraordinairement intelligent est doté d'un odorat supérieur. Merry fait partie d'une équipe de HeroRATs - des rats héroïques - élevés, entraînés et déployés par l'ONG belge APOPO, dont le siège est en Tanzanie. Après avoir rempli avec succès sa mission de détection de mines au Mozambique pendant une dizaine d'années et en Angola depuis 2013, l'organisation a noué en 2015 un partenariat avec le Centre cambodgien d'action contre les mines.

Le Cambodge est l'un des pays les plus exposés aux REG dans le monde. Au moins 500 000 tonnes d'engins explosifs y ont été largués par les Etats-Unis lors de la guerre du Vietnam, qui débordait les frontières. Puis, à partir des années 1970, des

millions de mines ont été posées dans tout le pays au cours de décennies de conflit. Selon l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions en 2016, plus de 1 600 kilomètres carrés sont toujours contaminés par ces reliquats de guerre. L'impact sur les communautés ne pouvait qu'être dévastateur. Dans un chiffre récent, le Système d'information sur les victimes des mines et REG au Cambodge dénombre plus de 64 000 accidents entre 1979 et février cette année, dont près de 20 000 mortels. Cette source évalue à 9 000 le nombre d'amputations, mais d'autres en comptent trois fois plus.

Le village de Dai Ouv est accessible par un chemin en terre sur la commune de Srenoy, district de Varin. Seuls 25 kilomètres séparent ce bourg de 2 000 habitants de la frontière thaïlandaise. Depuis des dizaines d'années, son paysage tranquille cache un champ de mines, une plaie de 3 600 mètres de long. Merry et ses camarades y ont posé leurs petites pattes griffues pour la première fois le 1er février ; le 8 avril, avec leurs accompagnateurs humains, ils avaient nettoyé toute la zone.

Pok Nin, villageois de Dai Ouv, a toujours été habité par une peur aigüe lorsqu'il cultive ses champs. Une de ses connaissances est morte après avoir marché sur une mine antipersonnel, une autre y a échappé de peu lorsque son tracteur a fait exploser un engin.

Comme ses voisins, Pok Nin était sceptique quant à la capacité des rats à les débarrasser des mines. « Les rats du Cambodge courent partout et mangent tout », dit-il. « Je n'étais pas convaincu ».

Mais en février, il a reçu un lopin de terre de 300 mètres sur 50, nettoyé de toute mine par les rats. « Cela a changé ma vie », reconnaît-il. Dès qu'ils endossent leurs petits harnais, les rats sont tout à leur travail. Relié à un câble tendu entre deux dresseurs pour quadriller une zone de 10 mètres sur 20, chacun s'active nez au sol et multiplie les aller-retour, mètre par mètre. Rapide, un rat peut vérifier une surface équivalente à un terrain de tennis en 30 minutes. S'il sent du TNT, le composé explosif que l'on trouve dans la plupart des mines, il s'arrête et se concentre sur cet espace avant de gratter doucement le sol. Une fois l'odeur confirmée, l'équipe commence précautionneusement à creuser pour mettre au jour ce qui s'y trouve.

« L'impact est important », déclare Vendeline Shirima, un Tanzanien, superviseur international des rats détecteurs de mines chez APOPO. « Les gens disaient que c'était une idée folle, mais quand nous avons commencé à nettoyer des zones au Mozambique, ils ont vu que c'était bluffant. Avec les rats, on ne rate aucune mine ». Le Mozambique a été officiellement déclaré exempt de mines en septembre 2015. Son Institut national de déminage a demandé à APOPO de rester pour s'occuper de tâches résiduelles, telles que la neutralisation d'un abri fortifié explosé



Meas Chanroeun et Merry le HeroRAT, à la recherche de mines terrestres près de Siem Reap. (Crédit:Lauren Crothers)

à Maputo. Des HeroRATs spécialement formés ont également fait leurs preuves dans la détection olfactive de la tuberculose, en Tanzanie et au Mozambique. Selon APOPO, les rats ont identifié plus de 11 000 cas qui n'avaient pas été diagnostiqués par les cliniques publiques, améliorant le taux de détection de plus de 50 % en 2016.

Outre le Cambodge, le Mozambique et l'Angola, les rats débute- ront bientôt leurs opérations de détection de mines au Zimbabwe. L'ONG vient également d'annoncer son expansion en Colombie, une fois l'approbation gouvernementale reçue. Les Colombiens espèrent que les rats sauront résoudre le problème des explosifs artisanaux, qui contiennent moins de métal et sont donc plus difficiles à détecter à l'aide d'un équipement traditionnel. Sœur Denise Coghlan, au Cambodge, collabore à la campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel, qui a reçu le prix Nobel de la paix en 1997. « Ce sont des créatures intéressantes à regarder », dit-elle des HeroRATs.

« Quiconque peut contribuer à éliminer les mines et éradiquer ce problème est un atout ».

Denise Coghlan et Vendeline Shirima citent tous deux le financement comme l'un des défis majeurs des projets de déminage. Mais utiliser des rats est peu coûteux à long terme. Leurs besoins - eau, nourriture et un pot en argile où dormir - sont satisfaits à peu de frais. Un programme permet d'ailleurs au grand public d'adopter un HeroRAT en ligne pour contribuer aux coûts. Ces rongeurs sont également capables de couvrir une surface plus vite qu'une personne munie d'un détecteur, ce qui accélère les opérations et allège le budget. Le reliquat peut être utilisé à d'autres tâches, ou au nettoyage de plus grandes zones.

De retour à la maison, les pots d'argile ont été nettoyés de frais. Rassasiés par un copieux repas de bananes et de cacahuètes, Merry et ses collègues se mettent à l'aise pour le reste de la journée. Au lever du jour, ils seront de nouveau de sortie dans ce coin calme du Cambodge. Le mu- seau au ras au sol.

Partageons ces histoires qui changent le monde

Chaque jour, aux quatre coins de la planète, des hommes et des femmes construisent un monde meilleur.

Au Burkina Faso, un fermier illettré parvient à arrêter la désertification grâce à une technique agricole traditionnelle. En Allemagne, un médecin transforme un handicap en talent en formant des femmes aveugles à détecter le cancer du sein plus tôt qu'un gynécologue. En Indonésie, un étudiant en médecine de 26 ans propose aux plus démunis de payer leur consultation médicale en déchets qu'il revalorise.

Partout, des solutions existent pour créer un monde où développement durable et rentabilité économique sont compatibles, où la démocratie inclusive est établie, où tous les citoyens ont accès à l'éducation, à la santé et à une alimentation de qualité, où les hommes et les femmes ont les mêmes droits, où le réchauffement climatique est maîtrisé.

Si vous pensez que construire ce monde commence par inspirer et redonner confiance et que chacun peut y contribuer en changeant la manière dont il le raconte ;

Rejoignez un mouvement grandissant, porteur d'espoir et de changement : signez ce manifeste sur sharestoriesofchange.org et engagez-vous à partager les histoires de ce supplément. Aidez-les à franchir les frontières et à démultiplier leur impact.

Rejoignez le mouvement

IMPACT Journalism Day by Sparknews

Aujourd'hui, 50 des plus grands journaux et médias de la planète publient dans plus de 40 pays 60 initiatives positives qui répondent aux enjeux de notre monde.

#StoryOfChange
#ImpactJournalism

Découvrez toutes ces histoires inspirantes sur impactjournalismday.com



UNE OPÉRATION

spark news

Have an impact. Share solutions.
www.sparknews.com

SOUTENU PAR

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

SUEZ

prêts pour la révolution de la ressource



TOTAL

Partenaire Accès à l'Énergie



The Healthy Hydration Company™



EN PARTENARIAT AVEC

BY 2030

IMPACT HUB one

Incapable de se rendre à l'école, Yusuf envoie un robot à sa place

Les développeurs de robots Morten Jacobson et Francis Nørgaard innovent avec l'utilisation en classe du robot Beam.

Par Mette Dalgaard, Politiken

Yusuf Warsame, âgé de 13 ans, est allé à l'école, bien qu'il n'y ait pas été physiquement présent. Ses camarades et lui sont en train d'apprendre les 120 mots les plus utilisés en danois, et les sept élèves reçoivent chacun un petit papier rose avec un mot écrit dessus. On leur demande de le placer quelque part dans les locaux de l'école.

« PLAÇONS LE PAPIER ICI. »

Ces mots proviennent d'un petit écran fixé sur un montant qui se déplace grâce à trois roues. On voit Yusuf sur l'écran et bien qu'il soit assis chez lui, à trois kilomètres de son école située à Frederiksberg, un quartier résidentiel à Copenhague, il participe activement à la classe.

Depuis sa maison, Yusuf contrôle grâce à son ordinateur le robot qui s'appelle « Beam ». Bien qu'il souffre d'une maladie génétique qui provoque des tumeurs et exige qu'il soit à l'abri des risques d'infection, Yusuf peut continuer l'école.

Morten Jacobsen, professeur d'informatique, et Francis Nørgaard, professeur des écoles, sont les cerveaux de ce projet, qui a permis à Yusuf de participer activement aux discussions de sa classe. Depuis que l'école a introduit le robot pour la première fois il y a deux ans, les deux hommes ont pris le temps de continuer son développement et de l'adapter. Au lieu de



Récréation. C'est la pause pour Yousuf Warsame, 13 ans, qui étudie grâce à Beam, le robot. (Crédit: Janus Engel/Politiken)

se contenter d'observer, Yusuf peut désormais écrire sur le tableau blanc interactif et participer à des jeux de société.

Grâce à l'usage qu'ils ont fait du robot « Beam » et à son développement, Morten Jacobsen et Francis Nørgaard ont été sélectionnés pour le prix Politiken, attribué à des enseignants danois exceptionnels.

LE BOWLING ET L'ALARME INCENDIE

Sur l'écran, le visage de Yusuf a rétréci. Une vidéo YouTube, où l'on voit qu'on charge un grand camion, rempli désormais presque tout l'écran, pour le plus grand amusement de ses amis Faizaan et Zain.

« Le bénéfice de cette technologie, c'est qu'on constate que Yusuf se comporte exactement comme il le faisait lorsqu'il était physiquement présent. C'est toujours un peu un fauteur de troubles », souligne Mor-

ten Jacobsen. Au départ, Yusuf ne pouvait participer que lorsque les cours avaient lieu à l'école puisque Beam nécessite une connexion Internet. Désormais, Morten et Francis se sont assurés que Beam et Yusuf sont connectés à Internet à l'aide d'un modem portable. « Lorsque nous sommes allés à l'Experimentarium [un centre dédié à la science], nous avons pris la voiture en attachant le robot avec la ceinture, de sorte que Yusuf fasse le voyage avec nous. Et lorsque nous sommes allés au bowling, Francis a placé la boule par terre, et Yusuf a conduit le robot et a poussé la boule sur la piste », raconte Morten.

Récemment, lorsque les élèves ont donné un concert pour leurs parents, Yusuf a chanté avec eux grâce à Beam. Comme toujours, il reste avec ses amis. Lorsque l'alarme incendie s'est déclenchée, Yusuf s'est dirigé en roulant dans la cour de l'école, comme le reste

des élèves. Les deux développeurs du robot ont récemment entrepris l'étape suivante de son développement pour s'assurer que Beam est adapté aux enfants ayant d'autres besoins : ceux qui ne peuvent pas se rendre à l'école à cause de longues maladies, ceux qui souffrent d'anxiété ou de phobies ou bien ceux qui se sont simplement cassé la jambe.

« Les robots sont des modèles standards, il est donc important de les développer et de nous assurer que tous les enfants puissent en bénéficier. Nous nous intéressons aux défis auxquels sont confrontés les enfants et nous cherchons le moyen d'améliorer leurs conditions de vie », note Morten Jacobsen.

De retour en classe, les élèves sont occupés à chercher les petits papiers roses. Mais comme Yusuf ne peut voir que devant lui, ce n'est pas une tâche aisée pour lui. Yusuf fait partie des derniers à trouver le papier mais il n'en fait pas une histoire. Lorsque la cloche signale la récréation, le robot file vers la porte. « Si j'avais un peu plus de possibilités pour calibrer le robot, je désactiverais probablement YouTube et je réduirais sa vitesse », déclare en riant Morten Jacobsen.

POTENTIEL MONDIAL

Morten Jacobsen et Francis Nørgaard ont également été félicités pour leur travail sur un second robot appelé Zeno, décrit comme une marionnette électronique. Zeno est capable de répondre à des questions programmées dans le système, et il aide ainsi les élèves souffrant de troubles de l'attention à rester concentrés.

L'école publique de Yusuf est équipée de deux robots Beam, développés par Suitable Technologies, qui coûtent chacun 2000 et 4700 euros. Les prix dépendent normalement de la durée de vie de la batterie. Zeno, développé par Robokind, a coûté 5 400 euros. Les robots Beam et Zeno ont été financés par l'école et la municipalité de Frederiksberg. Les deux professeurs prévoient un grand essor à l'échelle mondiale de l'utilisation de robots dans les écoles, et ils souhaitent vivement partager leur expérience, parce qu'ils veulent que d'autres puissent en profiter.

« Nous sommes en contact avec SingularityU Denmark, une partie de la communauté d'apprentissage et d'innovation de Singularity University, soutenant les start-ups qui essaient de trouver des solutions aux grands défis de notre époque. La branche danoise a ouvert récemment et nous discutons avec Kris Østergaard, le directeur de l'innovation et de l'apprentissage, pour savoir comment les synergies et le partage de savoir pourraient inspirer d'autres personnes », explique Morten Jacobsen.

Pendant la récréation, l'écran de Yusuf devient noir. Alors que Morten Jacobsen est en train de bricoler Beam, quelqu'un appelle depuis l'escalier. Yusuf a pris le contrôle de l'autre robot Beam, rangé dans la salle du personnel.

« Il faut faire attention pendant la fête de Noël du personnel et vérifier qu'il ne se connecte pas soudainement », plaisante Morten, avant que Yusuf et lui ne se dirigent vers la classe pour retrouver les élèves.

Le pouvoir de persuasion du poulpe

Par Tom Bawden pour i

Il fut un temps où les eaux au large de Madagascar grouillaient de vie.

C'était avant que des flottes étrangères ne se livrent à la surpêche, que le changement climatique n'engendre des conditions extrêmes et que la déforestation n'érode la côte, réduisant sévèrement cette abondance marine, tout autant que les moyens de subsistance de la population.

Sans mesures drastiques autour de Madagascar et bien au-delà, ces réserves déjà bien appauvries continueront de diminuer, avec des conséquences potentiellement catastrophiques pour les centaines de millions de familles dans le monde qui comptent sur la pêche pour se nourrir et gagner de l'argent.

« Le déclin des stocks de poisson dans le monde est un problème critique pour le maintien des moyens d'existence et la sécurité alimentaire », constate Alasdair Harris, directeur général du groupe londonien de protection de l'environnement Blue Ventures. « Environ 97 % des poissons vivent dans les eaux des pays en développement. Ces stocks s'effondrent en raison de la surexploitation. Avec le changement climatique, ces problèmes empirent, et ce n'est que le début », ajoute-t-il.

Alasdair Harris a bien une solution – peu chère, simple et efficace. Une approche tout en douceur qui implique pléthore de pieuvres et un certain sens du récit. Les zones de protection marine sont d'ordinaire imposées aux communautés vivant de la pêche. Il ne leur est ni expliqué les raisons justifiant ce changement, ni offert une compensation d'aucune sorte. Ces mesures génèrent pourtant bien souvent des coûts auxquels les villageois, qui ont peu d'argent de côté, ne peuvent tout simplement pas faire face. Trop souvent, cela conduit à une impasse, avec d'un côté des protecteurs de l'environnement bien intentionnés, de l'autre les communautés locales qu'ils essaient d'aider.

A l'inverse, Alasdair Harris et son équipe travaillent étroitement avec les villageois. Ils viennent à bout de leur méfiance en leur démontrant rapidement et à peu de frais, à l'aide de pieuvres, le pouvoir des mesures de protection. Ces créatures à tentacules sont idéales car elles se développent rapidement. Lorsqu'une zone est fermée à la pêche pendant une courte période, afin que les pieuvres puissent se reproduire, les communautés peuvent vite voir les effets, et en bénéficier.

« Ce n'est pas la préservation des poulpes en elle-même qui nous intéresse. Nous l'utilisons comme catalyseur, dans le but de protéger tout l'écosystème. Leur croissance rapide permet d'entamer la conversation avec les populations locales qui s'étaient montrées totalement opposées à l'établissement d'une réserve marine permanente, par exemple. Au final, c'est elles qui mettent en place la réserve », raconte Alasdair Harris. En condamnant un quart des eaux de pêche des pieuvres pendant trois mois à peine, les prises des villageois doublent à la réouverture et restent élevées pendant deux mois, avant de retrouver leur niveau initial.

Le plus réjouissant dans ce procédé est que le volume total de pieuvres attrapées reste stable, puisque les pêcheurs peuvent intensifier leurs prises dans les trois autres quarts de la zone, précise Alasdair Harris. En interdisant l'accès à une zone deux fois par an, les villageois garantissent le renouvellement continu des stocks de pêche.

« Tout le monde connaît la taille d'une pieuvre moyenne, et l'on se souvient tous de la plus grande pieuvre que l'on ait jamais vue. Si, soudain, apparaît une pieuvre dix fois plus grosse que la plus énorme jamais vue, juste parce qu'une partie de la zone de pêche a été isolée pendant trois mois, cela fait l'effet d'un tsunami », assure Alasdair Harris.

Blue Ventures s'est également servi des bernardiers et des crabes bleus comme espèces-pas-serelles pour convertir des communautés ré-



Un pêcheur de poulpes de l'éthnie Vezo. (Crédit: Garth Cripps | Blue Ventures.)

ticentes à la protection de l'environnement. Le groupe, qui reçoit 70 % de ses fonds de donateurs tels que le gouvernement et complète son financement avec les bénéfices de vacances de plongées, applique également sa méthode de catalyseur à un grand nombre de projets environnementaux au Mozambique, en Indonésie et au Timor oriental.

Mais c'est à Madagascar que l'effet a été le plus spectaculaire. Il y a dix ans, aucune zone marine protégée n'existait dans le pays, malgré son extrême dépendance aux ressources halieutiques, rappelle Alasdair Harris. « Nous avons utilisé la méthode du poulpe pour montrer à une communauté ce qui pourrait se passer. Cela a marché, et ils en ont parlé à leurs voisins, qui ont également tenté l'expérience. Cela s'est propagé ainsi sur toute la côte », dit-il.

Velvetine, de l'éthnie Vezo, est bénéficiaire du programme, sur la côte sud de Madagascar. « Le ramassage des pieuvres est pour moi la seule manière de gagner de l'argent », explique-t-il. « Il y a longtemps, nous trouvions aussi des concombres de mer, mais il n'en reste plus. Avant de constituer des réserves, nous n'attrapions que deux ou trois pieuvres par jour, parfois

aucune. Avec les réserves, nous faisons un petit sacrifice, mais la prise est bonne à la réouverture. J'ai plus d'argent pour ma famille, pour acheter de la nourriture ». Ce modèle a été répliqué des centaines de fois sur les rivages de Madagascar. Il existe aujourd'hui plus d'une centaine de zones marines protégées gérées localement, dont l'ambition dépasse de loin la protection des poulpes, dit Alasdair Harris.

Cela inclut des réserves marines permanentes autour des sites essentiels que sont les récifs coralliens, les mangroves et les herbiers marins. Elles couvrent 14,5 % de l'un des plus vastes fonds marins d'Afrique.

« Cela s'est fait avec un budget négligeable, à une époque de paralysie du gouvernement et, la plupart du temps, de coup d'Etat militaire », dit Alasdair Harris.

L'an dernier, Blue Ventures a organisé un programme d'échange et un groupe de Mexicains s'est déplacé à Madagascar. « Ils n'avaient rien en commun – ni langue, ni culture, ni référence communes – à part l'utilisation des pieuvres. Les Mexicains ont vu ce à quoi sont arrivés les Malgaches. Du bon boulot ! », reconnaît Alasdair Harris.